

J.-P. Chevènement :

« *En France, tous les éléments d'une politique industrielle ont disparu* »

Publié le 21 décembre 2016 par gaullisme.fr



Pour Jean-Pierre Chevènement, "tous les éléments d'une politique industrielle ont disparu en France : l'administration ne sait plus piloter l'industrie, les banques ne prêtent plus aux PME, les applications de la recherche sont en panne". (Crédits : Reuters)

Dans un entretien accordé à La Tribune, Jean-Pierre Chevènement, ministre à plusieurs reprises et ancien candidat à la présidence de la République, détaille les thèses développées dans son dernier ouvrage « Un défi de civilisation ». Terrorisme, mondialisation devenue folle, crise du modèle républicain, Europe, déclin industriel de la France : il propose des pistes pour répondre à ces nouveaux défis.*

Dans son dernier livre, « Un défi de civilisation » (*), Jean-Pierre Chevènement essaie de comprendre comment la France a pu devenir la cible d'un terrorisme porté par ses propres enfants. Selon lui, il faut remonter bien en arrière – au moment de la Première guerre mondiale – pour identifier le long processus de « haine de soi » qui est à l'œuvre en France.

Jean-Pierre Chevènement s'inquiète aussi d'une « globalisation devenue folle » qui a créé des fractures géographiques, sociales, générationnelles. Surtout, elle a mis en crise le modèle républicain et « périmé » le projet européen initié par la France après 1945. Jean-Pierre Chevènement défend un projet « d'Europe européenne » de l'Atlantique à l'Oural, qui permettrait à l'Europe de se relever et de peser face aux États-Unis et à la Chine. Pour la France, l'ancien ministre défend l'idée d'un gouvernement de « salut public » et regrette la disparition de toute politique industrielle.

Et s'il ne conteste pas qu'il y a des efforts à demander au pays pour le redresser, il prône cependant de l'équité dans la répartition de ces efforts. Équité qu'il ne retrouve pas dans le programme de François Fillon.

LA TRIBUNE – Dans votre dernier ouvrage, *Un Défi de Civilisation*, vous tentez de comprendre comment la France a pu devenir la cible d'un terrorisme porté par ses propres enfants. Vous identifiez un long processus de haine de soi à l'œuvre dans notre pays qui, selon vous, remonte au début du 20e siècle...

JEAN-PIERRE CHEVÈNEMENT – Selon moi, ce phénomène prend sa source dans le prix exorbitant qu'a dû payer la France pour préserver son indépendance durant la première guerre mondiale. Il en a résulté un sentiment très profond de désorientation et de rejet.

D'autant que ce conflit a donné naissance à des monstres que la France de la troisième République n'était pas préparée à affronter : le bolchévisme, le fascisme et, plus tard, le nazisme. Le pacifisme généralisé a alors conduit les élites françaises à préférer la guerre entre l'Union soviétique et l'Allemagne qu'elles désiraient à la guerre entre la France et l'Allemagne qui leur a été imposée. Et c'est une des raisons les plus fortes, comme l'a montré Marc Bloch, de la capitulation de 1940. Celle-ci a ancré dans la conscience collective un sentiment de haine de soi.

Sauf évidemment chez ceux qui ont résisté autour du général de Gaulle qui, en continuant le combat, a voulu maintenir la France dans le camp des vainqueurs.

Seul de Gaulle et les Résistants pouvaient préserver après 1940 une vision valorisante de l'histoire de France. Les élites françaises, parce qu'elles avaient été pétainistes en 1940 et sous l'occupation ont admis que Pétain, c'était la France. C'est, du reste, ce que confesse à sa manière et sans doute inconsciemment, Jacques Chirac lorsqu'il dit, en juillet 1995, que « la France a commis l'irréparable ». Il ne contextualise pas la rafle du Vel d'Hiv, l'impute à la France et non pas à l'État français. L'occupation allemande n'est pas évoquée. Entre Pétain et de Gaulle, le conflit de légitimité est ainsi tranché en faveur du premier.

La haine de soi plonge donc ses racines très profondément dans le « Plus jamais ça ! » d'après 1918, l'effondrement de 1940 et la déconsidération à ses propres yeux d'une France incapable d'incarner la cause des démocraties face à l'Allemagne nazie. Les élites françaises, sous l'occupation, ont souhaité la victoire de l'Allemagne parce que, comme le disait Pierre Laval, « sans elle, le bolchévisme triompherait partout ». De cette chute vertigineuse de l'estime de soi que De Gaulle n'a pu enrayer qu'un court laps de temps (1958-1970) ont découlé les campagnes de repentance à répétition sur l'esclavage ou la colonisation. Ces campagnes ont objectivement contribué à l'effacement de la nation et du sentiment national à l'ère de la globalisation libérale, plus ou moins maquillée aux couleurs d'une Europe destinée à remplacer la France comme horizon collectif. Lorsqu'une personne est gravement malade, d'autres maladies, secondaires, se greffent sur l'organisme affaibli.

Face à ce sentiment de dépréciation, l'Europe est apparue comme la solution pour beaucoup, dont François Mitterrand...

François Mitterrand a fortement contribué, après 1983, à faire de l'Europe un substitut de la Nation. L'affirmation selon laquelle « la France est notre patrie et l'Europe est notre avenir », a été lue comme « la France est notre passé, l'Europe sera notre patrie », même si la pensée réelle de François Mitterrand était en fait beaucoup plus nuancée. L'idée dominante était que l'Europe viendrait remplacer les vieilles nations que l'on avait discréditées en leur imputant la responsabilité de la première guerre mondiale alors que cette dernière est plutôt le fruit d'un petit nombre de décideurs, notamment à la tête du Second Reich. Cette idée que la « nation équivaut à la guerre et l'Europe à la paix » est un subterfuge idéologique. L'europhisme confond allègrement la nation, cadre de la démocratie, et le nationalisme qui est une maladie de la nation et qui doit évidemment être combattu. L'idéologie dominante a ainsi évacué la nation comme

une vieille charogne en lui imputant des responsabilités qui n'étaient pas les siennes.

Pour comprendre le point de vue de François Mitterrand, il faut relire son « Pèlerinage en Thuringe », qui résume ses réflexions lorsqu'il se trouve dans le wagon qui l'emmène en captivité en Allemagne en 1940. Il y dresse un réquisitoire contre ce qu'il considère comme 150 ans d'erreurs dans les relations franco-allemandes. C'est pourquoi il a voulu changer la donne et ouvrir une nouvelle page où l'Europe se substituerait aux vieilles nations discréditées par leur Histoire même. C'est avec cette vision de l'Histoire qu'il faut rompre aujourd'hui pour retrouver la démocratie des nations, seule capable de refonder l'Europe.

Dans cette mécanique de substitution, vous évoquez une évolution de l'Europe vers le néolibéralisme à laquelle François Mitterrand et la France ont participé...

L'Europe est devenue le mot de ralliement au néolibéralisme avec l'Acte unique en 1985. C'est sur cette base qu'est décidée en 1989 la libéralisation des mouvements de capitaux non seulement en Europe, mais aussi avec les pays tiers. Compte tenu de la place qu'occupait l'Europe alors dans le commerce mondial, environ 40 % des échanges, cette décision assurait le triomphe du capitalisme financier mondialisé. Pour François Mitterrand, cette libéralisation des mouvements des capitaux était la condition qu'Helmut Kohl avait mise au passage à la monnaie unique, condition qu'il avait acceptée. Il y avait en effet chez lui cette idée qu'en prenant aux Allemands leur mark, on transférerait leur prospérité de ce côté-ci du Rhin. Mais il aurait fallu aussi transférer les Allemands...

Dans cette évolution, le « tournant de la rigueur » de 1983 est essentiel ?

Oui, c'est la victoire des idéologues qui, au nom de l'Europe, vont en fait imposer leur grande vision néolibérale dans le cadre de l'Union européenne, de l'OCDE, du FMI et, plus tard, de l'OMC. Cette vision, il faut le souligner, après l'économiste américain Rawi Abdelal, est moins américaine que française, le rôle de l'équipe constituée autour de Jacques Delors dans cette évolution vers le capitalisme financier est majeur.

Concernant François Mitterrand, je ne crois pas qu'il ait souhaité dissoudre la France dans l'Europe. Jusqu'en 1990, il est resté prisonnier de la vision originelle de l'Europe où la France exerçait le leadership politique de l'Europe. Mais avec la réunification allemande et l'élargissement à l'Est, l'Allemagne a acquis une position centrale. Elle a pu disposer d'un « hinterland » offrant une main d'œuvre à bas coût. Sa compétitivité a encore été renforcée par les réformes Schröder. Tous les ingrédients de ce que j'appelle le « second

décrochage français » ont alors été réunis. Car nos gouvernants n'ont pas pris la mesure du défi.

Concernant ce « second décrochage », qui fait suite au premier, intervenu après 1870, vous évoquez clairement l'idée qu'il est le fruit d'un choix, notamment en matière industrielle...

C'est bien le fruit d'un choix de nos élites – conscient ou inconscient – d'abandonner l'industrie. À la fin des années 1970, c'est l'idéologie post-industrielle qui dominait. Alain Touraine en avait fait la thèse. L'avenir était à la société de services. On pensait qu'il suffirait de briller sur quelques créneaux comme l'aéronautique, le luxe ou la pharmacie, les industries de défense, etc. Mais on a abandonné ou délaissé les autres industries, même l'automobile, par exemple. En 2000, nous avions un excédent commercial de 6 milliards d'euros dans ce secteur, en 2006, nous n'avions plus d'excédent et désormais nous avons un déficit de 10 milliards d'euros. De son côté, l'Allemagne affiche un excédent dans ce seul secteur de 137 milliards d'euros, les deux tiers de son excédent commercial total !

C'est que l'Allemagne a su utiliser la main d'œuvre à bas coût d'Europe centrale pour produire les composants, tout en continuant de les assembler en Allemagne où se concentrent aussi les fabrications et les fonctions à haute valeur ajoutée, ainsi la recherche et les sièges sociaux. En France on a complètement délocalisé l'industrie vers l'Espagne, le Portugal, la Slovaquie, la République tchèque ou la Roumanie...

On a commis ici une erreur d'analyse en ne partant pas de l'industrie qui est la base de tout, mais des grandes masses macroéconomiques. On a ainsi abandonné notre tissu industriel, ce qui sape les bases de notre commerce extérieur, comme on le voit avec le creusement de notre déficit commercial en 2016. Y a-t-il meilleur baromètre de la compétitivité d'un pays ?

Mais, là encore, ce choix ne prend-il pas ses racines dans le choix de 1983 où l'on a préféré privilégier la monnaie forte et le maintien dans le système monétaire européen (SME) ?

En effet. Je plaçais alors pour une forme de dévaluation monétaire de 10 à 15 % par rapport au mark car je considérais que, dans un monde mobile, où depuis 1976 (les accords de la Jamaïque), le dollar était la monnaie mondiale, il fallait s'ajuster et ne pas s'en tenir à une parité artificielle. L'économie française n'était pas de taille à être le point d'ancrage monétaire de l'Europe. Ce pragmatisme était d'ailleurs le choix qu'avait fait le général de Gaulle en 1958 lorsqu'il a procédé à deux dévaluations d'un montant cumulé de 37,5 %, choix répété ensuite par Georges Pompidou et Valéry Giscard d'Estaing. J'ai conseillé à François Mitterrand d'en faire autant et je n'ai pas été entendu. Il a manqué une vision globale incluant l'industrie. S'est

imposée au contraire une libéralisation financière dictée par l'idéologie néolibérale et la croyance en l'efficacité des marchés. Le choix simultané de la monnaie forte et du capitalisme financier a entraîné un développement extraverti de nos entreprises et l'étiollement du tissu industriel national.

Votre comparaison des deux décrochages français est frappante. Vous décrivez comment les élites, après 1870, ont préféré investir ailleurs qu'en France et ont fait le choix de la valorisation de leur épargne en or, provoquant un retard d'investissement industriel du pays. Ce choix de l'épargne en monnaie forte des élites est donc une constante en France ?

Ce choix d'extraversion est à la base du développement des multinationales françaises qui croissent principalement à l'étranger. Le CAC 40 est une création conjointe de la gauche qui a nationalisé et de la droite, qui a privatisé. C'est exactement le même phénomène qu'avant 1914 lorsque nous préférions investir en Russie, en Amérique Latine ou dans l'Empire ottoman qu'en France. Cette puissance financière rentière s'opposait alors au choix allemand d'une industrialisation renforcée par la recherche appliquée dans l'électricité ou la chimie, et s'appuyant sur un marché intérieur solide grâce à l'expansion démographique et au développement de l'État social bismarckien. L'Allemagne a alors fait le choix de la puissance endogène, la France de la puissance extravertie. Et c'est comme cela qu'elle a raté la marche de la deuxième révolution industrielle.

La France s'est rattrapée après 1945 à travers le développement de grandes entreprises publiques. Mais, mon opinion, c'est qu'elle n'avait pas comblé son retard en 1975 lorsqu'est venue une période plus difficile. Pour cela, il aurait fallu conserver les outils de l'État stratège pour muscler nos points forts et pour encourager le tissu de PME en renonçant à la « monnaie forte » qui ne pouvait que handicaper nos exportations. Mais c'était sans compter avec les Inspecteurs des Finances hantés par la nostalgie de l'étalon-or et du bloc-or à laquelle la France de l'entre-deux-guerres est restée tardivement attachée jusqu'en 1936. Ainsi le choix de l'euro en 1992 et avant lui du système monétaire européen (en 1979), c'est-à-dire l'arrimage au mark, apparaissent comme la traduction d'un choix plus profond, celui de la rente au détriment de l'industrie.

Si l'on revient à la situation actuelle de l'Europe, on constate une forme de domination allemande. Comment la jugez-vous ?

C'est une domination de fait. Elle ne traduit pas un choix délibéré. L'Allemagne est un *hégémon*¹ économique malgré elle. C'est le produit fortuit de l'histoire, de la géographie et, il faut le dire aussi, des qualités du peuple allemand. Mais tout cela ne fait pas un *hegemon* politique parce que l'Allemagne dépend pour sa défense des États-Unis. Certes, Angela Merkel veut doubler le budget de la défense pour le porter à 2 % du PIB allemand, mais c'est d'abord pour répondre aux vœux du nouveau président élu américain Donald Trump.

Certes, l'Europe d'aujourd'hui peut ressembler à une forme de Saint Empire romain germanique reconstitué, mais pour moi, c'est une apparence. La réalité, c'est « l'Euramérique ». En 1945, les Allemands se sont vus greffer un hémisphère cérébral américain. Ils ont choisi les valeurs américaines, qu'ils ont confondues d'ailleurs avec les valeurs universelles de la démocratie. Cette greffe s'est inscrite dans un mouvement entamé précédemment avec l'échec en 1848-1849 de leur révolution libérale.

L'ordolibéralisme s'inscrit-il dans ce phénomène d'identification des valeurs américaines ?

Pas tout à fait, car il plonge ses racines dans un christianisme social propre à l'Allemagne. Mais il est vrai que Wilhelm Röpke, son chef de file, participe au séminaire Lippmann en 1937 qui regroupe les grands penseurs libéraux puis rejoint la société du Mont Pèlerin, qui, à l'époque du keynésianisme triomphant, n'exerce encore aucune influence aux États-Unis.

L'Allemagne a cependant été le seul pays occidental alors à ne pas avoir de « révolution keynésienne »

...

L'Allemagne, après le nazisme, se méfiait de l'État, mais il faut dire que le pays était en avance en termes d'État providence dont les fondements remontent à Bismarck. L'Allemagne s'est cependant rétablie très vite après la guerre grâce au plan Marshall et à l'arrivée de 12 millions de réfugiés. Dans les années 1950, on parle déjà de « miracle économique allemand » et dans les années 1970, elle fait jeu égal avec la France en Europe.

Et dans cette « Euramérique » d'aujourd'hui, où se situe la France ?

Elle s'est marginalisée. Nos exportations sont de 450 milliards d'euros contre 1.200 milliards d'euros pour l'Allemagne. Politiquement, notre capacité d'initiative semble éteinte. Voir l'Ukraine et le Moyen-Orient.

Certains, comme François Fillon, par exemple, défendent l'idée qu'une politique de « réformes » libérales sévères pourrait conduire à un rééquilibrage de la relation franco-allemande. C'était aussi l'idée de François Hollande. Qu'en pensez-vous ?

Les deux approches, de François Fillon et François Hollande, diffèrent en ce que François Fillon prévoit des transferts aux entreprises deux fois plus élevés que ceux opérés par François Hollande et qu'il demande aux salariés un effort sans contrepartie : retour aux 39 heures dans la fonction publique et plus aucune limite autre que négociée dans le cadre de l'entreprise dans le reste de l'économie. Je suis favorable à une politique de l'effort, mais il faut que cet effort soit équitablement partagé.

L'idée de François Fillon reste, me semble-t-il, d'agir sur les seuls indicateurs macro-économiques. Il s'agit de compenser par une forte dévaluation interne, l'impossibilité d'une dévaluation externe dans le système de la monnaie unique. Mais le malade risque de mourir guéri car les effets d'une politique ne sont pas toujours ceux que l'on prévoit. Il y a un risque de récession. Tout dépendra du contexte extérieur, sera-t-il favorable ? Je n'en suis pas sûr.

Que vous inspire ce choix de la dévaluation interne de la part du bras droit de Philippe Séguin qui a fait campagne avec vous contre le traité de Maastricht en 1992 ?

Je peux comprendre ce choix. Le temps a passé depuis 1992 et nous ne pouvons sortir de la monnaie unique que par une monnaie commune, ce qui ne serait possible qu'avec l'accord de l'Allemagne. Nous en sommes loin ! Mais je constate que l'Allemagne commence à s'inquiéter des déséquilibres au sein de la BCE, notamment dans le système de paiements Target-2 où l'Italie accumule des dettes de près de 300 milliards d'euros dont l'Allemagne pourrait être la première redevable.

Mais cette stratégie voulue par François Fillon est-elle en mesure de mettre fin à la marginalisation de la France dans l'Europe ?

Je crains que non. Les effets du rattrapage sont forcément longs. Il faut développer la recherche et travailler beaucoup. C'était possible entre 1945 et 1975 dans un contexte très favorable. Comme avec un choc électrique, on n'est pas toujours sûr de voir le cœur du patient repartir... Ce qui me semble essentiel, c'est qu'une telle politique ne remplace pas une vraie politique industrielle. Or, tous les éléments d'une politique industrielle ont disparu : l'administration ne

¹ **Hégémon**, chef militaire dans la Grèce antique, représentant de l'Hégémonie

sait plus piloter l'industrie, les banques ne prêtent plus aux PME, les applications de la recherche sont en panne. Je ne veux pas critiquer le crédit impôt recherche que j'ai moi-même créé pour les petites entreprises industrielles en 1983, mais le volet de la recherche industrielle manque toujours. Où est l'Etat stratège dans le projet Fillon ?

Vous plaidez pour une « nouvelle Europe ». L'Europe peut-elle se fonder sur une Europe des Nations basée sur de grands programmes de coopération ?

Je ne suis pas devin sur le devenir de l'Europe. J'attends de voir les conséquences de l'arrivée de Donald Trump à la présidence des États-Unis, de l'ouverture de la négociation sur le Brexit, et de la normalisation inévitable des relations entre l'Europe et la Russie. Depuis un an je constate un désir des vieilles nations de récupérer le contrôle de leurs affaires, un retour du « self government ». Nous sommes en face d'une revendication démocratique qui ne peut pas être réduite à un simple « populisme ». Ceci dit, je ne suis pas pour tout casser en Europe mais je préconise une pause. Le marché unique doit être préservé. Mais il faut déplacer le centre de gravité du pouvoir en Europe vers le Conseil européen pour ne plus laisser le pouvoir aux fonctionnaires de la Commission. Que le Conseil donne l'impulsion pour créer des géants du numérique, pour définir une politique énergétique commune cohérente, pour des politiques de défense harmonisées. Discutons aussi avec la Russie pour rétablir la confiance dans les rapports intereuropéens.

Mais les actions de la Russie en Ukraine et au Moyen-Orient ne jouent-elles pas contre le retour de cette confiance ?

La Russie pense que l'Europe est venue la provoquer avec le partenariat oriental et l'accord d'association destiné à soustraire l'Ukraine à son influence et avec en perspective l'intégration de l'Ukraine et de la Géorgie dans le système de l'OTAN. Sur l'Ukraine, les responsabilités sont partagées. La réponse de la Russie a été disproportionnée, mais les Européens sont allés la provoquer. Sur le Moyen-Orient, il faut revenir à une appréciation réaliste des forces en présence. Daech et le Front-Al-Nosra (NDLR : branche d'Al Qaïda en Syrie) sont à mettre dans le même sac. Ce sont nos ennemis communs, à l'Europe, à la Russie et aux États-Unis.

Dans votre livre, vous plaidez en faveur d'un « gouvernement de salut public », est-ce une façon pour vous de transcender le clivage gauche/droite ?

Je ne crois pas à l'union nationale mais je défends l'idée d'un gouvernement capable, un jour, de redresser le pays. Je ne conteste pas l'idée d'un effort nécessaire pour y parvenir. Ce qui me préoccupe c'est le double

risque de l'injustice sociale et de l'inefficacité globale. Il manque surtout une vision pour la France à l'horizon de 30 ou 40 ans. Or, un tel projet donnerait le sentiment aux Français qu'ils peuvent de nouveau parler au reste du monde et qu'il n'y aura pas que les États-Unis et la Chine au XXIe siècle. Cela montrerait qu'il y a une place pour une France et une Europe indépendantes, ce qu'avait entrevu le général de Gaulle en son temps quand il évoquait « l'Europe européenne ».

Avant de renoncer à briguer un second mandat, François Hollande, président de la République, s'était engagé à participer à la primaire des socialistes et de ses alliés. Qu'en pensez-vous ?

François Hollande, s'il a envisagé ce projet, n'y a pas donné suite. Sa décision de ne pas solliciter le renouvellement de son mandat a été pleine de dignité. Il a revalorisé à la fois son image et celle de sa fonction.

() « Un défi de civilisation », Éditions Fayard; 464 pages. Prix: 20 euros.*